

Elus, Santé Publique & Territoires

Newsletter
Juin 2022



Événements notables en santé publique :

7 juin 2022, de 17h à 19h : 2ème webinaire de la Conférence nationale de santé.

Les 09, 16 et 30 juin : La Société Française de Nutrition organise une Web-Série “Quelle Alimentation pour la Santé et la Planète ?” en partenariat avec Réseau Action Climat France (RAC) et avec le soutien technique de l’INRAE. Inscription Gratuite :

- 09 Juin “Quels impacts environnementaux des pratiques alimentaires ?

<https://app.livestorm.co/inrae/quels-impacts-environnementaux-des-pratiques-alimentaires?type=detailed>

- 16 Juin “Quelles conséquences pour la santé de l’adaptation des pratiques alimentaires aux limites planétaires ?

<https://app.livestorm.co/inrae/quelles-consequences-pour-la-sante-de-ladaptation-des-pratiques-alimentaires-aux-limites-planetaires?type=detailed>

- 30 Juin “Quelles pratiques alimentaires concrètes et comment les promouvoir ?

<https://app.livestorm.co/inrae/quelles-pratiques-alimentaires-concretes-et-comment-les-promouvoir?type=detailed>

14 juin 2022 : Le groupe « Mobilités Urbaines Pédestres » (MUP) rattaché au LABEX Futurs Urbains et l'Académie des Mobilités Actives (ADMA) organisent une journée d'échange et de travail collectif consacrée à la marche au quotidien, au sein de l'École d'Urbanisme de Paris, à Champs-sur-Marne. <https://www.cerema.fr/fr/evenements/journee-echanges-marche>

Les 16 et 17 juin : Edition 2022 des Rencontres de Santé publique France, en format hybride. <https://www.rencontresantepubliquefrance.fr/>

20 juin 2022 : L'Association Addictions France Pays de la Loire en collaboration avec l'ARS Pays de la Loire, la SRAE Addictologie Pays de la Loire et le gouvernement organise un colloque "Femmes et Tabac", en présentiel à la Faculté de santé d'Angers ou à distance en direct.

8 septembre 2022 : Les 6e États Généraux de la Santé en Régions se tiendront à Reims et auront pour thème : « Quand la santé se conjugue avec l'attractivité des territoires et l'emploi ».

22 juin 2022, de 9h à 17h : L'ERENA Bordeaux et le CREA Nouvelle-Aquitaine organisent un colloque à Talence, dans l'Amphi Agora du Domaine du Haut-Carré, sur la thématique "Citoyenneté des plus vulnérables" .

23 et 24 juin : "*8th Irdes-Dauphine Workshop on Applied Health Economics and Policy Evaluation*". Le huitième séminaire international sur l'économie de la santé et l'évaluation des politiques publiques est organisé par l'Irdes et l'Université Paris Dauphine-PSL.

Contact : ahepe@irdes.fr

5 et 6 octobre : Intersol'2022 organisé par Bruxelles Environnement et la SPAQUE - *Quelle stratégie pour les sols européens en 2030 ? - Appel à communications jusqu'au 29 avril 2022.*

21 et 22 novembre : L'Institut national du cancer organise un colloque scientifique international anglophone sur la thématique "Cancer, Travail & Emploi", à la Cité des sciences de Paris.

23 au 25 novembre 2022 : La Société Francophone de Santé et Environnement coorganisera son prochain congrès avec la Fondation Rovaltain à Valence (Drôme), sur la thématique

“Expositions précoces aux facteurs environnementaux : comprendre les impacts et agir sur les écosystèmes et la santé humaine”.

De mars à novembre : Le CRES propose une série de webinaires mensuels à l’attention des élus et décideurs des collectivités locales : "Nos rendez-vous santé et collectivités".

Ces webinaires se dérouleront de 12h à 13h aux dates suivantes :

- 7 juillet 2022 – Agir sur les inégalités de santé des publics les plus précaires : le rôle de l’Atelier santé ville (ASV)
- 8 septembre 2022 – Agir sur la santé mentale des habitants : le rôle du Conseil local de santé mentale (CLSM)
- 6 octobre 2022 – Améliorer l’accès aux soins : le rôle de la Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS)
- 3 novembre 2022 – Comment mettre en place un projet de santé au sein d’une collectivité ? Ressources et leviers

Actions d’ESPT :

- **Jeudi 22 juin, matinée** : séminaire en présentiel à l’hôtel de ville de Bordeaux à destination des élus et professionnels de santé girondins – « Élus locaux et municipalités dans les politiques de santé mentale ». [S’inscrire en ligne](#)
- **Mercredi 6 juillet de 12h à 13h30** : Webinaire - « Rôle des élus dans la prévention des conduites addictives », en présence du président de la Mildeca Nicolas Prisse, animé par V. Garnier. [S’inscrire en ligne](#)
- **Vendredi 7 octobre 2021** : Journée nationale d’étude à Albi sur la santé numérique.
- **Mercredi 30 novembre 2022** : Journée nationale coorganisée avec le CCOMS sur les CLSM.
- **Jeudi-vendredi 1^{er}-2 décembre 2022** : colloque international « Villes et Santé Mentale » de Nantes.

GOUVERNANCE SANTÉ

Loi 3DS. Guide à destination des collectivités territoriales CNFPT, avril 2022. 60 p.

La loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS) a été promulguée le 21 février dernier. Au total, ce sont 271 articles qui impactent, à divers degrés, le quotidien des collectivités locales. Afin de les accompagner et les aider à décrypter cette loi, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) publie un guide qui reprend les quatre grands axes de la loi et dédie un chapitre aux dispositions relatives à l'outre-mer.

<https://www.cnfpt.fr/guide-decryptage-loi-3ds/national>

3 constats et propositions pour une société plus juste et plus protectrice en matière de santé

Les propositions du Groupe Miroir, constitué pour la mission Refondation de la Santé Publique, complètent et confirment certaines propositions du rapport du Pr. Franck Chauvin.

<https://www.fabrique-territoires-sante.org/wp-content/uploads/2022/04/2203-Groupe-Miroir-note-aux-candidats-converti.pdf>

Refonder ensemble la démocratie en santé -

L'Espace éthique d'Ile de France interroge la gestion de la pandémie et la quasi-absence des instances représentatives de la démocratie en santé.

https://www.espace-ethique.org/sites/default/files/enquete_refonder_la_ds_22.03.22-2.pdf

EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES

Réseau des villes francophones Capitalisation et clés du succès - Initiative pour la Santé et la Salubrité en Ville

L'AIMF et la Fondation Bill & Melinda Gates ont signé en 2017 un partenariat pour développer l'Initiative pour la Santé et la Salubrité en Ville (ISSV), qui prend appui sur la mobilisation du réseau des autorités locales francophones pour la mise en œuvre de projets de développement.

L'Initiative a abouti à 15 projets pilotes menés en 5 ans, dont le fil conducteur a été l'amélioration de la santé et des conditions de vie des populations.

https://www.aimf.asso.fr/IMG/pdf/initiative_pour_la_sante_et_la_salubrite_en_ville_cles_du_succes-cahier_de_reflexion.pdf

Refonder notre système de santé : inspirations danoises

Le Danemark présente une offre de santé construite sur l'approche populationnelle, un ciblage de l'investissement plus efficace, un pilotage régional, une évolution de la gouvernance et une réforme du statut. Le CRAPS propose 4 inspirations pour penser le système de santé du XXIe siècle : Une offre de santé construite sur l'approche populationnelle, un ciblage de l'investissement plus efficace, un pilotage régional, une évolution de la gouvernance et une réforme du statut.

DROIT DE LA SANTÉ

L'Institut Droit et Santé a publié le numéro 364 de sa veille juridique. Elle condense l'ensemble de l'actualité législative, jurisprudentielle et doctrinale portant sur le droit de la santé. Il est disponible le site de l'IDS ou via le lien : <https://lnkd.in/eKtjNkPX>

ORGANISATION TERRITORIALE, ÉLUS ET INSTITUTIONS

Rapport et cartographie interactive des besoins de santé des territoires français

L'Institut Montaigne s'est donné l'ambition de restituer, au travers d'une cartographie inédite, les inadéquations entre besoins et dépenses de santé en fonction des départements français. Il propose 3 leviers d'action pour impliquer les professionnels de santé et les patients dans la définition d'un système de santé plus innovant et plus accessible : La liberté d'action, La territorialisation des moyens et La responsabilisation des acteurs

<https://lnkd.in/eJNb9ec3>

Présentation de l'European Public Health Association et focus sur la Semaine européenne de la santé publique par Dineke Zeegers Paget - Directrice Exécutive de l'European Public Health Association

L'association européenne de santé publique a été fondée en 1992 par 12 pays, dont la France. C'est une association qui a pour objectif de rassembler et fédérer des structures nationales de santé publique sur le plan européen. L'EUPHA se base sur la stratégie dite du triple A « Analysis, Advocacy, Action ». <https://sfsp.fr/content-page/item/56913>

Inégalités spatiales d'accessibilité aux médecins spécialistes. Proposition de méthodologie pour trois spécialités Lucas-Gabrielli V. (Irdes), Mangeney C. (ORS Île-de-France), Duchaine F. (Irdes), Com-Ruelle L. (Irdes), Gueye A. (Irdes), Raynaud D. (Irdes)

A la suite des travaux menés sur l'accessibilité spatiale aux médecins généralistes et avant la mise à disposition des données, les auteurs de l'étude discutent dans ce rapport des adaptations nécessaires de la méthode Accessibilité potentielle localisée (APL) pour son application aux médecins exerçant dans le champ de la médecine spécialisée ambulatoire.

https://www.irdes.fr/recherche/documents-de-travail/087-inegalites-spatiales-d_accessibilite-aux-medecins-specialistes.pdf

Quelles dynamiques locales pour améliorer l'accès aux soins ?

Suite à la publication de l'ouvrage « Offre et accès aux soins primaires : quels rôles pour les Villes et Intercommunalités ? », le Réseau français des Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la Banque des Territoires proposent un temps de « regards croisés » sur les dynamiques locales pour améliorer l'accès aux soins.

<https://www.youtube.com/watch?v=pQiiMX4s-Qw>

Accès aux soins pour la population :

Face aux difficultés croissantes constatées jour après jour en matière d'accès aux soins pour la population, l'AMF souhaite que le gouvernement puisse mettre en œuvre des solutions immédiates pour lutter contre ces difficultés et maintenir l'offre de soins existante.

<https://www.amf.asso.fr/documents-lamf-fait-propositions-en-faveur-dun-acces-universel-soins-qualite-proximite-plaide-pour-une-plus-forte-democratie-en-sante/41148>

Rétablir l'équité territoriale en matière d'accès aux soins : agir avant qu'il ne soit trop tard

La commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat a récemment publié le rapport d'information "Rétablir l'équité territoriale en matière d'accès aux soins : agir avant qu'il ne soit trop tard.

<https://www.senat.fr/rap/r21-589/r21-5891.pdf>

La Fédération des acteurs de la solidarité publie la synthèse des refus de soins de l'année 2021

L'observatoire santé solidarité de la Fédération des acteurs de la solidarité a pour objectif de quantifier et de qualifier les situations de refus de soins ou de discriminations dans le domaine de la santé afin de pouvoir plaider pour une politique volontariste d'amélioration de l'accès aux soins des personnes en situation de précarité.

<https://www.federationsolidarite.org/actualites/la-federation-des-acteurs-de-la-solidarite-publie-la-synthese-des-refus-de-soins-de-lannee-2021>

Centres sociaux et socioculturels promoteurs de santé

Guide d'aide à l'élaboration de démarches et de projets sociaux promoteurs de santé
Le guide a été rédigé en s'appuyant sur une expérimentation auprès du centre social communal d'Argentan, « la maison du citoyen » et soutenue par l'Agence Régionale de Santé Normandie en partenariat avec la CAF de l'Orne et la ville d'Argentan. L'objectif de ce projet innovant s'inscrit dans une logique de développement de lieux promoteurs de santé dont la finalité est double :

- renforcer les actions en faveur de la santé des habitants
- s'inscrire dans une perspective de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

https://www.promotion-sante-normandie.org/files/ugd/908e72_3aab4f03ce614d22b0ecc1ac728f23bd.pdf

Les inégalités sociales et territoriales de santé. Dossier documentaire - EHESP

Les inégalités sociales de santé (ISS) sont définies comme « toute relation entre la santé et l'appartenance à une catégorie sociale » (Inpes, 2010). Ces inégalités sociales s'accompagnent d'inégalités territoriales reflètes des disparités socioéconomiques des territoires, mais également des disparités dans l'offre et l'accessibilité locale de services sanitaires, sociaux et médicosociaux

<https://documentation.ehesp.fr/ajax.php?module=cms&categ=document&action=render&id=652>

Le **Glossaire des principaux concepts liés à l'équité en santé** a pour objet d'aider à améliorer l'efficacité des communications et des interventions concernant les déterminants sociaux et structurels de la santé et l'équité en santé. La version 2022 du Glossaire des principaux concepts liés à l'équité en santé compte 34 termes (une version étoffée et élargie par rapport à celle de 2014) recensés à la suite de consultations menées auprès de professionnels et d'autres informateurs clés du domaine de la santé publique au Canada.

<https://nccdh.ca/fr/learn/glossary/>

Le calendrier des vaccinations 2022 vient d'être rendu public.

Elaboré par le Ministère des solidarités et de la santé, après avis de la Haute Autorité de Santé (HAS), le calendrier des vaccinations rassemble l'ensemble des recommandations applicables aux personnes résidant en France en fonction de leur âge et émet les recommandations vaccinales « générales » et des recommandations vaccinales « particulières » propres à des situations spécifiques (risques accrus de complications, d'exposition ou de transmission) ou à des #expositions professionnelles

<https://solidarites-sante.gouv.fr/prevention-en-sante/preserver-sa-sante/vaccination/calendrier-vaccinal>

Ouverture du Portail capitalisation des expériences en promotion de la santé CAPS

Le 12 mai, le Portail (CAPS) consacré aux savoirs expérientiels, a été lancé. Son objectif : élaborer un dispositif national de partage de connaissances en santé publique.

Les 3 fonctions du Portail CAPS

- Une base de données pour partager les travaux liés à la capitalisation : les fiches de capitalisation et analyses transversales - consultables et téléchargeables librement.
- Un site pour diffuser la méthode de capitalisation, avec toutes les informations concernant la formation à la capitalisation, ainsi que des guides et des outils pour partager les enjeux, les objectifs, et la méthode de capitalisation.
- Une plateforme pour développer et animer la communauté de pratiques CAPS, composée de personnes formées à la capitalisation.

Mail - capitalisation@sfsp.fr

L'offre de service de Santé publique France

Acteur majeur de la téléphonie santé depuis 2003, Santé publique France finance 16 dispositifs d'aide à distance associant des lignes téléphoniques et des sites Internet (Tabac Info Service, Drogues Info Service, Fil Santé Jeunes, Sida Info Service, etc.).

<https://www.santepubliquefrance.fr/a-propos/services/aide-a-distance-en-sante-l-offre-de-service>

SANTÉ ET COVID

Sédentarité et activité physique en période post crise sanitaire

Le Haut Conseil de la santé publique émet des recommandations destinées à limiter la sédentarité et à accroître l'activité physique en tenant compte des facteurs environnementaux et psychosociaux qui peuvent intervenir en favorisant la sédentarité et en réduisant l'activité physique.

[adsp n° 114 : Le sport : nouvelle thérapeutique des maladies chroniques du XXIe siècle](#)

SANTÉ ET JEUNES

Notoriété, perception et utilisation déclarée du Nutri-Score par les adolescents : des résultats inédits

Santé publique France publie aujourd'hui les résultats de la première étude évaluant les représentations et l'usage du Nutri-Score par les adolescents. Avec 97 % de notoriété en octobre 2021, les adolescents ont quasiment tous déjà vu ou entendu parler du Nutri-Score. L'étude confirme que les adolescents agissent à la fois en tant que prescripteurs et acheteurs de produits alimentaires, ce qui en fait une cible d'intérêt pour les actions de prévention nutritionnelle. Leur perception, connaissance et utilisation du logo est également très bonne, ce qui est encourageant pour le déploiement du logo en restauration collective et commerciale, tel que prévu dans le Programme National Nutrition Santé 4 (2019-2023).

<https://www.santepubliquefrance.fr/presse/2022/notoriete-perception-et-utilisation-declaree-du-nutri-score-par-les-adolescents-des-resultats-inedit>

Actualisation du contenu du carnet de santé de l'enfant en vue de sa dématérialisation

Le HCSP émet des recommandations concernant la prochaine dématérialisation du carnet de santé de l'enfant. Des modifications et compléments sont proposés pour actualiser le carnet de santé actuel qui date de 2018.

<https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=1202>

Lancement de l'étude ENABEE : première étude nationale sur le bien-être des enfants de 3 à 11 ans.

Santé publique France, avec l'appui des ministères chargés de la Santé, de l'Éducation nationale et des acteurs agissant auprès des enfants et des jeunes, lance à compter du 02 mai 2022, le terrain de l'étude Enabee, première étude nationale sur le bien-être des enfants de 3 à 11 ans.

Cette étude a pour vocation de produire des indicateurs manquants ou parcellaires sur leur bien-être et s'inscrit dans un dispositif plus global de surveillance de la santé des enfants et des jeunes. L'étude nationale se déroulera de mai à juin 2022 et a pour objectif d'interroger environ 30 000 enfants scolarisés de la petite section de maternelle au CM2, tous tirés au sort aléatoirement au sein de 600 écoles publiques et privées sous contrat en France métropolitaine.

SANTÉ ET VIEILLISSEMENT

Habitat partagé : un collectif d'acteurs appelle à relever l'ambition des "150.000 en 2030"

Malgré un contexte favorable, seules quelques milliers de personnes vivent aujourd'hui dans ce type de colocations adaptées. Un collectif de douze acteurs appelle aujourd'hui les pouvoirs publics à simplifier les procédures pour accélérer le déploiement de ces habitats partagés partout en France.

https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2022-04/DP_habitat_partag.pdf

Les disparités territoriales en matière de vieillissement et d'accès aux soins

Caisse des Dépôts, Questions Politiques Sociales – Les études, n° 37, mai 2022. 16 p.

Ce numéro est consacré aux disparités territoriales en matière de vieillissement et d'accès aux soins. La prise en charge du bien vieillir représente un enjeu complexe pour les politiques publiques, en partie lié aux grandes disparités entre territoires, tant en ce qui concerne les besoins des populations vieillissantes, que l'offre de services, notamment de santé, mobilisable localement.

https://politiques-sociales.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QPS37_vf.pdf

Le CCOMS a été redésigné par l’OMS jusqu’en 2026

Le Centre Collaborateur de l'OMS pour la recherche et la formation en santé mentale (CCOMS), service de l'EPSM Lille-Métropole, vient d’être redésigné pour la période 2022-2026 par l’Organisation mondiale de la santé. Le CCOMS de Lille demeure l’un des 46 centres collaborateurs de l’OMS spécialisés en santé mentale dans le monde.

Le Kit “Histoires de droits” : comment l’utiliser ?

Ce tutoriel vidéo vous explique, étape par étape, comment utiliser le kit pédagogique (version 2022). Depuis 2014, Psycom édite cet outil pour mieux comprendre, penser et agir les questions de droits en santé mentale. La troisième édition du kit a été entièrement mise à jour et intègre les derniers textes et jurisprudences. La vidéo sur YouTube : <https://lnkd.in/euQfvFcE>

Villes & Santé mentale en temps de crise sanitaire"

Le [Réseau français des Villes-Santé de l'OMS](#) a lancé, le 09 mai dernier, le groupe de réflexion national "Villes & Santé mentale en temps de crise sanitaire". Il a pour objectif de préciser les déterminants de la santé mentale au regard des compétences des Villes et des possibilités d'actions de celles-ci, et d’élaborer des repères pour agir sur la santé mentale en contexte de crise sanitaire. <https://urlz.fr/i9Ty>.

Conseils méthodologiques pour l’organisation d’actions – Santé mentale

La thématique des SISM 2022 cible la dimension physique de notre environnement qui renvoie à l’environnement immédiat : logement (accès, maintien, qualité, etc.), l’environnement plus large : aménagements des communes (infrastructures, qualité du réseau de transport en commun, présence et accès à la nature et la biodiversité) et l’environnement plus lointain : la planète et la crise écologique actuelle.

<https://www.semaines-sante-mentale.fr/wp-content/uploads/2022/05/Guide-methodologique-SISM2022.pdf>

Les Mythes et réalités / les principales idées reçues sur la santé mentale

Psycom a recensé un ensemble de mythes, classé par thématiques, et a cherché des données probantes disponibles, qui les remettent en question. Il est mis à votre disposition cet ensemble

de mythes et réalités, présenté sur des supports variés (étiquettes, affiches, poster, diaporama). Ils peuvent être utilisés en contexte d'animation, de sensibilisation ou de formation.

<https://www.psycom.org/agir/laction-anti-stigmatisation/mythes-et-realites/>

URBANISME ET AMÉNAGEMENTS FAVORABLES A LA SANTÉ

Les clés de l'urbanisme durable

L'ADEME a publié le rapport Dépasser les idées préconçues entre santé et aménagement urbain : les clefs de l'urbanisme durable

Évaluation environnementale des documents d'urbanisme : le formulaire pour la procédure d'auto-évaluation par les collectivités est fixé

L'arrêté pris en application du décret du 13 octobre 2021 modifiant le régime de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles, détaille le contenu du formulaire à destination des collectivités territoriales qui devront effectuer une auto-évaluation des impacts environnementaux de leurs projets de plans d'urbanisme au stade de leur révision ou de leur modification.

Référence : arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire de demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour un document d'urbanisme ou une unité touristique nouvelle dans le cadre de l'examen au cas par cas défini aux articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme, JO du 15 mai 2022, texte n°15.

Les îlots de fraîcheur : une réponse efficace contre les impacts des canicules en ville

70 % de la population de la métropole parisienne est sensible à l'effet d'îlot de chaleur urbain. De nombreuses actions sont mises en place pour créer des îlots de fraîcheur accessibles aux personnes vulnérables. Basés sur la végétalisation, les matériaux ou la présence de l'eau, ces espaces répondent à des enjeux primordiaux dans la lutte face au changement climatique.

<https://www.adaptaville.fr/les-ilots-de-fraicheur-une-reponse-efficace-contre-les-canicules>

Le Réseau français des Villes-Santé de l'OMS publie une nouvelle synthèse sur le rôle des Villes et Intercommunalités dans la promotion d'une alimentation saine et durable, accessible à tous. <https://lnkd.in/e795gFMe>

L'alimentation, levier du développement territorial

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) *Cahiers de l'action*, 2022/1, n° 58. pp. 58-82.

Dans la sphère publique, l'alimentation est devenue l'objet de politiques publiques globales comme l'a montré l'adoption successive d'un certain nombre de lois (notamment EGALIM1 en 2018 et EGALIM 2 en 2021) et le développement, depuis 2014, des projets alimentaires territoriaux (PAT). Ce numéro propose une série de contributions dans lesquelles l'alimentation est appréhendée à la fois comme un objet de commerce et de consommation et comme un levier de développement territorial reposant sur des approches autant partenariales que participatives.

Activité physique et sportive, un levier en faveur de la santé au travail

Ce guide élaboré par le ministère chargé des Sports avec l'appui d'un collectif d'experts présente des outils pratiques à l'usage des services santé au travail. Il apporte des réponses concrètes et pédagogiques pour accompagner les médecins du travail et les équipes de préventeurs pour déployer la recommandation d'activité physique et sportive et la prescription d'activité physique adaptée.

https://www.sports.gouv.fr/IMG/pdf/guide_aps_a_l_usage_des_services_sante_au_travail_vpubli.pdf

Restauration : les collectivités au défi du réemploi des contenants alimentaires

Comment choisir son contenant, organiser sa collecte, son lavage et son stockage ? Le réemploi des contenants alimentaires dans la restauration scolaire et collective, organisé par les lois Agec et Climat et Résilience, soulève de nombreuses questions techniques pour les collectivités, débattues autour de tables rondes organisées mercredi 11 mai 2022 par le Hub des Territoires. Au 1er janvier 2022, les services de restauration à domicile qui proposent un abonnement à des prestations de repas préparés et livrés au moins 4 fois par semaine utilisent de la vaisselle, des couverts et des récipients de transport des aliments et des boissons réemployables. Ils doivent également procéder à leur collecte en vue de leur réemploi.

Au 1er janvier 2025, les contenants de cuisson, réchauffe et service en plastique en restauration collective scolaire n'auront plus droit de cité dans les services de restauration collective des établissements scolaires et universitaires et ceux accueillant des enfants âgés de moins de 6 ans. Les collectivités de plus de 2.000 habitants doivent trouver des solutions alternatives "au profit de l'utilisation de matériaux inertes et durables", celles de moins de 2.000 habitants disposent d'un délai supplémentaire jusqu'au 1er janvier 2028.

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

Le 4ème Plan national santé environnement (PNSE 4), prévu par l'article L. 1311-6 du code de la santé publique, a été publié le 7 mai 2021. Ce plan définit les priorités nationales en matière de santé environnement pour la période 2021-2025. Cette instruction définit les modalités de sa déclinaison dans le cadre des plans régionaux santé environnement (PRSE) prévus par l'article L. 1311-7 du même code. La mise en œuvre des PRSE est à prévoir pour la fin de l'année 2023 au plus tard."

Santé publique France publie un dossier de presse spécifique à la santé environnementale
L'OMS a montré qu'en Europe, les facteurs environnementaux qui pourraient être évités ou supprimés provoquent 1,4 million de décès par an, soit au moins 15% des décès. Santé publique France a donc décidé de faire de la santé environnementale un axe prioritaire de travail.

https://www.santepubliquefrance.fr/content/download/426855/file/dp_sante_sante_environnementale_080422.pdf

SANTÉ ENVIRONNEMENT QUALITÉ DU MILIEU

Transition écologique : boîte à outils des élus

Le ministère de la Transition écologique met en ligne les principales ressources et outils à disposition des maires ou des élus d'une commune ou d'une collectivité qui souhaitent mettre en œuvre localement, sur leur territoire, des actions pour faire avancer la transition écologique, indispensables pour pouvoir répondre à l'objectif national de neutralité carbone d'ici 2050.

<https://www.ecologie.gouv.fr/boite-outils-elus>

Avis relatif à l'actualisation de la notion d'usages domestiques de l'eau au sens de l'article L. 1321-1 du Code de la santé publique

La Direction générale de la santé a soumis à l'avis du Haut Conseil de la santé publique un projet de décret définissant les usages domestiques de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) dans le code de la santé publique. Le HCSP recommande de détailler dans le décret les quatre familles suivantes d'usages domestiques de l'EDCH dans un cadre privé ou professionnel :

- Les usages alimentaires, qui correspondent principalement aux usages liés à la boisson, à la préparation et la cuisson des aliments, au lavage de la vaisselle, à l'arrosage des cultures vivrières.
- Les usages liés à l'hygiène corporelle correspondant notamment à l'utilisation de l'eau pour la douche, le bain, le lavage du linge, au lavabo.
- Les usages liés à l'hygiène générale et à la propreté comprenant notamment le nettoyage des surfaces, l'évacuation des excréta.
- Les usages d'agrément comprenant notamment, les piscines et les spas, la brumisation, les jeux d'eaux, les fontaines décoratives, l'arrosage des espaces verts.

Impacts sanitaires de l'usage éventuel d'eaux non conventionnelles en remplacement d'eau destinée à la consommation humaine

L'utilisation à des fins domestiques des eaux non destinées à la consommation humaine telles que des eaux de pluies, des eaux grises issues des douches, baignoires et lavabos mais aussi dans certains cas, d'eaux usées traitées ne doit, en aucune occasion, risquer de nuire à la santé des populations. Leur utilisation doit rester très encadrée en raison de la présence potentielle de dangers chimiques et/ou microbiologiques. Afin d'éviter des risques sanitaires, le HCSP recommande que les réseaux de distribution et réseaux intérieurs doivent être physiquement déconnectés de tout réseau public d'EDCH. Leur installation doit être validée par un professionnel agréé avant leur mise en service. Une signalisation différenciant clairement les réseaux des 2 types d'eau et leur localisation dans les locaux doit être prévue. Des diagnostics « eaux » lors de la vente des biens ou du changement de locataire, permettraient de garantir la traçabilité des informations.

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE : RISQUES BIOLOGIQUES

Évaluation de l'efficacité des pièges utilisés dans le cadre de la lutte anti-vectorielle contre les moustiques *Aedes* vecteurs d'arboviroses »

L'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail invite les élus à la prudence sur les (coûteux) pièges à moustiques parfois vendus comme des solutions miracle par les fabricants.

<https://www.anses.fr/fr/system/files/BIOCIDES2020SA0150Ra.pdf>

Chikungunya, dengue et zika : lancement de la veille saisonnière 2022

Les arboviroses sont des maladies virales transmises par un vecteur de type moustique ou tique à des hôtes animaux ou humains. Comme chaque année, entre le 1er mai et le 30 novembre, Santé publique France coordonne la surveillance renforcée saisonnière du chikungunya, de la dengue et du zika en France métropolitaine et rappelle les gestes à adopter pour se protéger des piqûres de moustiques.

<https://www.santepubliquefrance.fr/les-actualites/2022/chikungunya-dengue-et-zika-lancement-de-la-veille-saisonniere-2022>

Le décret N°2022-686 du 25 avril 2022, publié au Journal officiel, classe **les chenilles processionnaires du chêne et du pin** comme espèce dont la prolifération constitue une menace pour la santé humaine dans l'Article D1338-1 du Code de la Santé Publique (aux côtés des ambrosies).

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE : RISQUES CHIMIQUES

Mise à jour de la boîte à outils *Évaluation des risques pour la santé humaine : dangers chimiques* de l'Organisation Mondiale de la Santé (bientôt disponible en français)

Les Bons Clics pour évaluer la politique de lutte contre l'illectronisme de sa commune

La crise sanitaire a mis l'accent sur la place du numérique dans la société, tous les domaines de la vie quotidienne et de l'action publique sont concernés. *"17% des Français sont pourtant en situation d'illectronisme, c'est-à-dire en difficulté pour l'utilisation du numérique"*. Les Bons Clics propose aux communes d'entreprendre leur diagnostic numérique, et d'identifier les premières actions pour lutter contre l'illectronisme et accompagner les citoyens. Les Bons Clics est un projet développé par WeTechCare, association à but non lucratif née de l'association Emmaüs Connect. Cette plateforme a pour ambition de devenir la référence de l'inclusion numérique. <https://media.lesbonsclics.fr/wtc/collectivites-numerique/>